

VOYAGE EN ALGERIE

de M. René KELLER, conseiller de l'Ambassade de Suisse en France

du 17 au 25 octobre 1959

en compagnie d'un groupe de diplomates accrédités à Paris, invités par la Délégation générale du Gouvernement en Algérie.

-
- Itinéraire suivi dans l'ordre des lieux visités :
 Alger - Tizi-Ouzou (Grande-Kabylie), - Champs pétrolifères d'Hassi-Messaoud - Bône (barrage électrique aux confins algéro-tunisiens) - Constantine - Orléansville - Oran
 - Moyens de transport :
 - hélicoptère pour le trajet Alger-Tizi-Ouzou,
 - avion spécial pour tous les autres parcours,
 - automobile et jeep pour la visite du barrage électrifié et des régions montagneuses de l'Ouarsenis

I.

J'avais visité une première fois l'Algérie à l'automne 1957, quelques mois avant le 13 mai. Je l'ai revue deux ans plus tard, peu après la déclaration du 16 septembre sur l'autodétermination.

L'observation comparée, la leçon qui s'en dégage, sont d'un assez mince intérêt, dès lors que le visiteur ne peut guère pénétrer sous la surface qu'on lui présente. Les progrès accomplis n'en sautent pas moins aux yeux, qu'il s'agisse de la sécurité, bien plus grande que naguère, de la construction et de la promotion sociale sous toutes leurs formes, ou du champ pétrolifère d'Hassi-Messaoud, passé de la phase du pionnier au stade de l'exploitant.



- 2 -

La principale différence réside dans la nature des contacts. En 1957, nos informateurs étaient des civils, serviteurs ou adversaires de la IV^e République selon qu'ils appartenaient au corps préfectoral ou à la communauté européenne d'Algérie. En 1959, nos interlocuteurs étaient des militaires, instruments de la politique algérienne de la V^e République.

II

En jugeant des affaires d'Algérie, on se livre volontiers à des considérations qui portent sur l'émancipation des peuples colonisés, choc au retour des droits de l'homme et du citoyen dont se targuent les colonisateurs. Ce cours de l'histoire a renversé tous les barrages que l'Occident, miné dans ses croyances, lui avait timidement élevé. Partie d'Asie, la tache d'huile a gagné l'Afrique. Seules les terres de peuplement européen, Algérie, Union sud-africaine, Kenya, demeurent imperméables. Mais le dénouement, pour différé qu'il soit, apparaît inductible.

On est d'autant plus tenté d'appliquer ce raisonnement à l'Algérie que les frères de race et de religion, Tunisiens et Marocains, ont accédé à l'indépendance, et que de surcroît les noirs d'Afrique sont engagés dans cette voie au sein même de la Communauté. Mais à moins de s'abandonner à un déterminisme de l'histoire, il convient de faire appel de ce jugement sommaire en retraçant les particularités du cas qui génère qu'est l'Algérie.

En gros, cinq générations de Français et d'Algériens ont coexisté durant 150 ans. Si les deux communautés ne se sont pratiquement pas mêlées, si en particulier la France n'a jamais cherché à imposer sa langue et sa religion, la fraternité des champs de bataille n'en a pas moins été un lien puissant. De confuse qu'elle avait pu être pour les métropolitains, la notion de l'Algérie est devenue très distincte au cours des cinq ans qui comptent déjà la rébellion. Un bon quart de millions de jeunes Français, astreints à 27 mois de service militaire, viennent chaque année en passer 24 en Algérie. Les impressions qu'ils y recueillent, qu'ils diffusent et qu'ils rapportent nourrissent sans conteste la flamme nationale. Sur le plan de l'assistance économique, la France

- 3 -

accomplit un effort à nul autre pareil. Certes le mobile crucial en est la prise de conscience que tout gravite autour de la population dans une guerre subversive - le pétrole du Sahara a opportunément fourni la relance dès 1956 - mais la population musulmane sous-développée ne bénéficie pas moins de l'aide accordée. Corrélativement, les Européens d'Algérie s'ancrent d'autant plus dans le pays qu'ils en retirent des avantages matériels croissants.

Deux conclusions s'imposent donc : la métropole ressentirait la perte de l'Algérie comme une amputation majeure; le choc opératoire serait d'autant plus grand que le virus d'une armée désabusée et d'une communauté désespérée aurait pénétré le corps métropolitain. Les Européens d'Algérie s'accrochent bec et ongles à leurs intérêts, à leurs privilèges, quittes à se retrancher dans une partition là où ils sont en nombre.

A ces éléments d'appréciation qui procèdent du raisonnement s'ajoutent les données conjecturales du comportement futur des Musulmans. S'il est avéré que les pays en lutte contre la sujétion coloniale se montrent en général insensibles aux avantages matériels que comporterait un processus évolutif, tant la passion l'emporte sur la raison, rien ne nous permet en revanche d'augurer les effets de deux phénomènes d'importance : la scolarisation et l'émancipation de la femme. D'après le plan de Constantine, 70% des garçons et des filles devront être scolarisés dans les prochaines cinq années, et la totalité dans les huit ans. L'âge minimum pour contracter mariage a été élevé à 15 ans, le consentement de la jeune fille est réputé nécessaire, et la répudiation est rendue plus difficile. Obscurantiste et traditionaliste, l'OPA (organisation politico-administrative de la rébellion) risque d'être un jour jugée réactionnaire sur ces deux points.

III.

Six facteurs sont à considérer dans le problème algérien: les réactions de la métropole, celles de l'étranger, l'attitude de l'Armée, des Européens d'Algérie, des Musulmans et de l'O.P.A. Je ne ferai qu'effleurer les deux premiers, et exciperai de mon ignorance quant au dernier.

- 4 -

1) Le voyage du Président de la République dans les départements du Nord, les sondages d'opinion publique, indiquent que la majorité des Français approuvent la déclaration du 16 septembre.

Les ralliements sur ce point au Général de Gaulle sont nombreux sur la gauche, qui voit enfin s'ouvrir une perspective de paix.

2) La bataille devant les Nations-Unies, livrée chaque année, n'est que la manifestation la plus spectaculaire des pressions exercées sur la France. Dans la coulisse, alliés et amis se montrent tout au long insistants. Lors de l'entrevue Eisenhower-de Gaulle début septembre, l'attitude des Etats-Unis lors de la prochaine session de l'ONU fut traitée en priorité. Le Président Eisenhower reçut la primeur du plan développé le 16 septembre.

3) Les contacts de notre groupe avec les officiers d'active ont été constants. L'exposé du général exerçant les pouvoirs militaires et civils dans le département visité était suivi de conversations sur la route, sur le terrain, continuées dans les popotes. Les qualités morales et intellectuelles de nos interlocuteurs, l'abnégation avec laquelle ils exercent leur mission, nous ont impressionnés. Un seul officier supérieur s'est permis une remarque critique à l'adresse du Général de Gaulle: le Général Faure, responsable de la Kabylie, qui fut mis aux arrêts par le Gouvernement Gaillard pour avoir été mêlé à des complots. Peut-être a-t-il dit tout haut, et encore allusivement, ce que beaucoup pensent tout bas, explicitement, ou ont tu devant nous. En effet, si les principaux acteurs du 13 mai ont été éloignés d'Algérie par la méthode de l'artichaut - feuille à feuille - un malaise n'est pas moins décelable chez les cadres. L'auto-détermination offerte le 16 septembre en est rendue responsable.

Des conversations avec des colonels et des capitaines, moins tenus à la réserve que les généraux en activité, il ressort que l'armée s'est sentie en quelque sorte désavouée par le Général de Gaulle dans le passage suivant de son discours:

" Le 28 septembre dernier les Algériens ont, par référendum, adopté la constitution et marqué leur intention que leur avenir se fasse avec la France. Le 30 novembre, ils ont élu leurs députés; le 18 avril, leurs conseils municipaux; le 31 mai, leurs sénateurs.

- 5 -

" Sans doute ne manque-t-il pas de gens pour prétendre que dans la situation où se trouvaient les électeurs, pressés par les forces de l'ordre et menacés par les insurgés, ces consultations n'ont pu être sincères que dans une mesure limitée. "

Le reproche implicite est vivement ressenti. L'armée estime avoir joué loyalement le jeu. Il était inévitable que des électeurs sans expérience - les femmes illettrées et ignorant le français, votaient pour la première fois - consultassent les militaires. Ceux-ci ne pouvaient en vérité se faire les agents électoraux de l'adversaire.

Il est de bonne guerre que l'étranger récuse les consultations faites en présence de l'armée. Mais si cette vue devait prévaloir au sein même du Gouvernement français, que l'armée s'effacera en conséquence lors de l'autodétermination, pendant qu'en même temps l'OPA pourra donner libre cours à sa propagande, alors il n'y aura plus qu'à plier bagage. Et ce faisant, on abandonnera à la vindicte des résistants les 120,000 Musulmans qui combattent aux côtés de l'armée française, les notables installés dans les douars pacifiés, les groupes d'auto-défense, tout comme on a abandonné le Glaoui. Comment enfin conquérir l'âme des populations, enjeu de la lutte, et quels que soient les succès des oeuvres sociales et de l'assistance technique de l'armée, si la confiance dans la durée de l'action fait défaut.

L'absolution que promet la déclaration du 16 septembre à tous les organes de la rébellion est une autre cause de mécontentement. J'avais il y a deux ans recueilli quelques propos admiratifs sur les combattants adverses, sur les privations qu'ils enduraient. Cette fois-ci au contraire, les épithètes les plus méprisantes n'ont cessé d'être accolées au nom de fellagha. L'idéalisme, le patriotisme, la foi religieuse, lui sont déniés. Mercenaire, bandit de grand chemin, il n'obéit qu'à des mobiles bas. Ce durcissement dans l'appréciation de l'adversaire ne peut que rendre plus difficile un cessez-le-feu qui serait autre chose que la paix des braves, c'est-à-dire la capitulation reçue dans la clémence.

L'amertume est grande à l'endroit de la Tunisie et du Maroc. Nous avons longé sur quelque 50 kilomètres le barrage électrifié. Composé d'une première épaisseur de barbelés, large de

- 6 -

3 mètres environ, puis de huit fils chargés de 5000 volts tendus à la verticale sur des piquets de 2 mètres de haut, et d'une nouvelle épaisseur de barbelés, il s'agit d'un obstacle dont le franchissement ne présente pas de difficultés réelles, mais qui agit instantanément comme dispositif d'alarme. Face à la frontière tunisienne, des chasseurs alpins nous ont décrit leurs veilles, leurs combats, contre un adversaire bien équipé en armes légères - on nous en a montré, de provenance américaine notamment - qui porte un coup à son choix, et à ses arrières assurés dans le sanctuaire tunisien.

De ces diverses remarques critiques, il ne faudrait pas inférer une véritable opposition au Général de Gaulle. La complexité du problème n'échappe pas aux militaires, que l'étroitesse de vues des Européens d'Algérie, avec qui ils s'entendent plutôt mal que bien, met en garde contre un même travers.

Au demeurant, la pacification a franchi un seuil qui paraissait encore lointain au début de l'année. Les barrages sont efficaces. L'ancienne ligne Morice, qui longeait la voie du chemin de fer Bône-Febessa, a été doublée d'une seconde ligne le long de la frontière. Huit à dix pour cent seulement des hommes qui tentent le passage réussissent dans leur entreprise. L'approvisionnement en munitions est de plus en plus malaisé. On trouve dans des caches des mitrailleuses et des mitraillettes mises en hibernation faute de cartouches. Selon le Général Gambiez, commandant le corps d'armée de la région d'Oran, une rébellion commence par le terrorisme urbain, se poursuit par le terrorisme rural, et aboutit à la formation de bandes. On assiste actuellement au processus inverse, et le terrorisme lui-même "est une sinusoïde aux oscillations amorties". Cette évolution favorable a pris son départ au début de l'année, lorsque le haut commandement eut prêté six régiments au Général Gambiez. Grâce à ce renfort consenti pour deux mois, il a pu "quadriller" la région montagneuse de l'Ouarsenis. Voici ce qu'il faut entendre sous ce vocable, dans le langage imagé du général. Après la pénétration militaire, on édifie le squelette du dispositif : postes armés, sections administratives spéciales (les fascuses SAS de l'armée qui suppléent à la carence de l'administration civile), écoles. Là-dessus, on plaque le tissu conjonctif sous forme de

- 7 -

groupes d'auto-défense. Simultanément, les commandos fournissent le système nerveux.

Le général, bon gaulliste, termina sur une profession de foi que je veux bien croire propre à la majeure partie de l'armée: l'Algérie a connu la colonisation, puis le paternalisme. Nous voulons à présent instaurer la fraternité. Pour mériter la fin, il faut mériter les moyens.

4) La communauté européenne a réagi favorablement tout d'abord à la déclaration du 16 septembre. L'exégèse du texte, les commentaires violents de la presse locale, ont retourné l'opinion. "Je sais bien", a dit en ma présence un colonel gaulliste à un Ultra d'Oran, ex-membre du Comité de Salut Public, "que dans toute l'Algérie on crie à présent : "de Gaulle aux chiens !". Parmi les remarques que j'ai relevées, en voici un florilège :

- L'Algérie est devenue un pays en quête de nationalité.
- L'Algérie n'est plus française comme une autre région de France, puisqu'elle ne l'est que sous condition résolutoire.
- L'autodétermination à terme, c'est l'indétermination présente.
- L'implantation charnelle de la France confère à toute sécession un caractère fondamental d'illégitimité.

(Ce dernier reproche, le caractère anticonstitutionnel de la déclaration du 16 septembre, est souvent prononcé à Paris. Je l'ai entendu dans la bouche du grand avocat qu'est Me Maurice Garçon, homme de gauche favorable en soi à une solution libérale. Sa conscience de juriste ne le tourmentait d'ailleurs pas indûment. "C'est le fait du Prince, normal dans le temps que nous vivons"). Les Européens sont avertis par l'instinct de conservation. Au lendemain du 13 mai, à la faveur d'une fraternisation plus ou moins sincère, ils avaient pensé trouver la clé du problème avec l'intégration. Or ce mot est banni, au profit de "francisation". Le terme "Algérie française" ne tombe plus d'aucune bouche officielle. La Délégation générale observe une consigne de stricte neutralité quant au choix futur entre les trois termes de l'autodétermination. L'armée est

- 8 -

contrariée, ou offusquée, par les outrances verbales des Ultras. Ce ne sont pourtant pas vaines tartarinades. La plupart des Européens sont armés. Ils sont parfaitement capables de réactions de désespoir, car ils haussent les épaules à toute perspective de regroupement en métropole après les expériences des Français de Tunisie et du Maroc.

J'ai cherché à trouver la nuance qui sépare "intégration" de "francisation". Le premier terme ne semble recouvrir qu'une façade d'égalité. Si, en effet, Musulmans et Européens affrontent toutes les données de l'existence en concurrents égaux, les Européens, mieux instruits, mieux équipés, mieux appuyés par la métropole, sont sûrs de gagner. La francisation en revanche tiendrait compte de ces inégalités de fait, en réservant aux Musulmans un accès aux fonctions politiques, administratives et judiciaires de l'Etat.

Il n'est donc pas surprenant que les Européens partent en guerre contre la francisation, la plus favorable pourtant, pour eux, des trois termes de l'option, sous prétexte - les bons apôtres - que les Musulmans risquent de sous-entendre une menace de déislamisation.

5) En ce qui concerne les Musulmans, j'en suis réduit à des conjectures, car si j'ai bien parlé à des fonctionnaires et à des notables de village, j'hésite à en tirer des conclusions valables. Une chose est certaine : le mouvement du 13 mai a entraîné nombre de Musulmans à se compromettre aux côtés des Européens. Outre le noyau sincèrement attaché à la France, il existe donc des opportunistes qui ont beaucoup à craindre d'une victoire électorale de l'OPA. Les 120 000 supplétifs qui servent dans l'armée française sont des mercenaires. Leurs convictions ne vont sans doute guère au delà de la solde qu'ils touchent. Restent les masses, apeurées, apolitiques, soucieuses de sécurité et de subsistance. Une chose certaine également : le grand prestige du Général de Gaulle. Dans l'existence de ces gens, le regroupement des populations éparses pour des impératifs militaires a apporté de profonds bouleversements.

- 9 -

Dans toute l'Algérie, on aperçoit de vastes camps, édifiés généralement avec des moyens de fortune, paille, branchages, pisé, parfois en semi-dur, torchis, rarement en dur. Près du tiers du département d'Orléansville, qui compte 600'000 âmes, vit dans ces conditions. Sont-elles pires que l'existence précaire dans une ferme isolée, que les forces de l'ordre visitent le jour et les fellaghas la nuit ? Pour l'homme, sans doute, car il est arraché à son travail, et il subit la démoralisation du désespoir. La femme, en revanche, n'a plus des kilomètres à parcourir pour atteindre le point d'eau le plus proche, et elle apprécie une vie en communauté inconnue jusqu'alors. (L'état de réclusion de la femme musulmane dans une agglomération est inimaginable. En Kabylie, des voisines qui s'étaient connues enfants, se retrouvent pour la première fois devant les urnes lors des consultations électorales, et passent la journée dans le local de vote à bavarder. Ces mêmes femmes, ainsi que les fillettes, n'avaient pas droit à porter souliers, privilège exclusif de l'homme et du garçon. A présent, les femmes kabyles sont chaussées ou en voie de l'être).

Dans ces camps de regroupement, comme dans tous les foyers arabes d'ailleurs, on écoute beaucoup la radio, et singulièrement radio-Tanger. Mais en contre-partie, la propagande française s'exerce plus aisément au milieu des regroupés que parmi des isolés.

Peut-on concevoir l'effet que produira le retour dans la communauté musulmane des hommes de l'OPA ? Trop dépend des conditions de ce retour pour qu'on puisse avancer autre chose que d'incertains pronostics. Une expérience intéressante est en cours dans l'Oranie. Le Général Gambiez nous l'a décrite dans son langage savoureux. Des détenus sont régulièrement libérés par petits groupes des camps d'internement, et inculqués comme un vaccin à la population. " La mayonnaise se fait goutte à goutte. C'est ainsi que nous procédons. Jusqu'ici, elle n'a pas tourné ".

6) On nous a montré des uniformes de fellagha, très semblables à ceux des parachutistes, leur insigne vert et blanc, des armes, des médicaments provenant de l'Allemagne de l'Est. A cela

- 10 -

s'est bornée notre information directe sur l'Armée de libération nationale. On nous a dit un peu partout que l'adversaire n'était plus en mesure de se lancer dans des entreprises de quelque importance. Réduit à de petits groupes, il se terre ou se livre à des embuscades, des coups de main. En Oranie, des cas de soumission, de reddition d'armes, nous étaient signalés. Si ce mouvement devait se propager, il aboutirait à la paix des braves. Sinon, l'alternative est la poursuite de la pacification avec son seuil des 200 victimes par an en deçà duquel on entre dans la phase préparatoire de l'auto-détermination, ou bien le cessez-le-feu. Les modalités d'un tel accord sont censées ne porter que sur des questions spécifiquement militaires : points de ralliement, remise d'armes, application et surveillance des clauses. Mais si le G.P.R.A. se sent de force à poursuivre la lutte, il n'acceptera de la transposer sur le plan électoral qu'à la condition d'obtenir des garanties pour son action future. J'ai lieu de croire que des ouvertures ont déjà été faites dans ce sens. L'armée leur est résolument hostile.

* * * *

IV.

Le "pari" du Général de Gaulle apparaît assez clairement. L'action militaire se poursuivra sans défaillance. Concurrément, l'accent est porté sur le développement de l'Algérie. En 1959, la France aura dépensé 200 milliards au seul titre des investissements publics et des frais de gestion civile. La dépense croîtra à mesure que se réalisera le plan de Constantine. Créer des richesses nouvelles, tel en est l'objectif économique: industrialisation du pays et création conjointe d'emplois, construction de logements, réforme agraire, défense et restauration des sols. La scolarisation, la formation technique, permettront au Musulman d'échapper à la condition de manoeuvre qui est normalement la sienne. Après un délai relativement long, car le temps est supposé travailler pour la France, les Algériens décideront librement de leur sort.

- 11 -

Le cadre dans lequel s'exercera ce libre choix, la position de la France dans le concert international, l'évolution en Tunisie, au Maroc, dans la Communauté, la conjoncture mondiale, enfin et surtout l'avenir du Général de Gaulle, influenceront sur la décision. Il serait donc vain d'en prévoir la direction. Mais les raisons philosophiques qui donnent la sécession gagnante seront puissamment contre-battues par l'offensive de la Ve République.

29 octobre 1959.